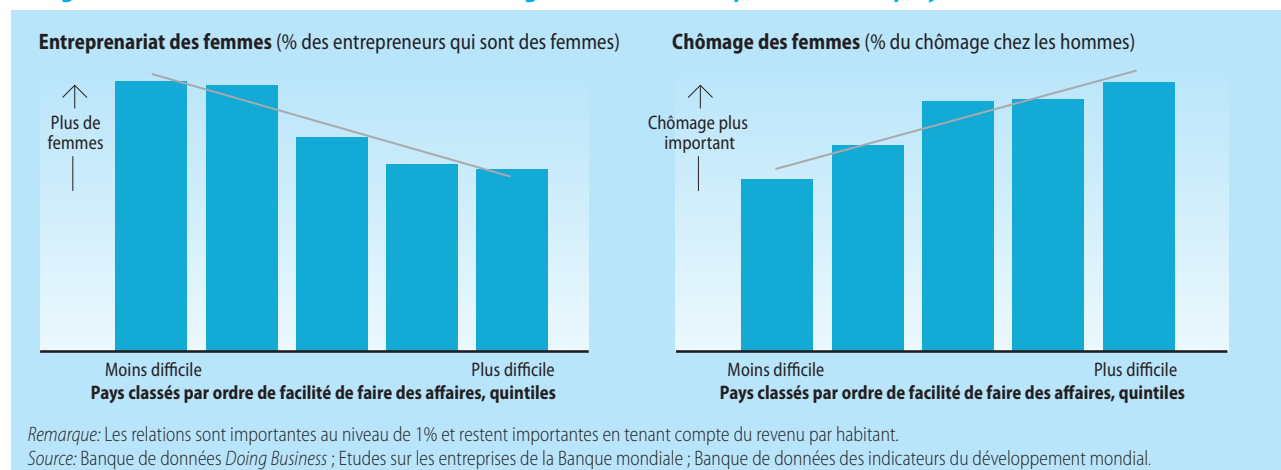


FIGURE 1.7

Plus grande facilité de faire des affaires, davantage de femmes entrepreneurs et employées

justifier de leur identité ou de leur solvabilité, avec des documents qui doivent eux-mêmes être renouvelés fréquemment. Le délai à l'export s'est étendu à 45 jours, à peine plus rapide qu'au Burundi, un pays enclavé. Mais les employés de bureau lents n'ont pas à s'inquiéter de perdre leur emploi : le Venezuela a également étendu son interdiction de renvoyer des employés à toute personne gagnant moins de trois fois le salaire minimum.

Singapour—une fois de plus numéro 1

Pour la deuxième année consécutive, Singapour est en tête du classement en matière de facilité de faire des affaires (tableau 1.2). La Nouvelle-Zélande, les États-Unis et Hong Kong (Chine) suivent de près. Le Danemark vient après, prouvant qu'un pays peut être accueillant pour les affaires et offrir de fortes protections sociales.

La Géorgie et l'Arabie saoudite sont entrées dans le groupe des 25 premiers pays. De nombreux pays dont les réglementations des affaires sont les plus favorables continuent de réformer, comme c'est le cas de l'Australie, du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suisse. Certains se sont arrêtés de réformer, et descendent dans le classement. Le message est le suivant : si vous ne réformez pas, un autre pays vous devancera.

Les classements dans la facilité de faire des affaires ne rendent pas pleinement compte de tous les facteurs. La portée de l'indicateur est limitée : il ne couvre que la réglementation des affaires. Il ne tient pas compte de la proximité d'un pays à de grands marchés, de la qualité de ses infrastructures (autres que celles liées au commerce transfrontalier), de la sécurité des biens par rapport au vol et au pillage, de la transparence dans les achats gouvernementaux, de la situation macro-économique ou de la solidité sous-jacente des institutions.

Pourtant, un classement élevé en matière de facilité de faire des affaires signifie que le gouvernement a créé un environnement réglementaire propice à la gestion d'entreprises.

Perspectives pour les femmes

Les réformes peuvent offrir de grands bénéfices. De meilleurs classements en termes de facilité de faire des affaires sont associés à davantage de croissance, plus d'emplois et une part moins importante de l'économie dans le secteur informel.² Prenons le Mexique, où les réformes ont raccourci les délais de création d'entreprise de 58 à 27 jours. Une étude récente a mis au jour les avantages suivants : le nombre de sociétés immatriculées a augmenté de près de 6%, l'emploi a augmenté de 2,6% et les prix ont chuté de 1% grâce à la concurrence due aux nouvelles entreprises sur le marché.³

TABLEAU 1.3

Meilleurs réformateurs en 2006/07 par type d'indicateur

| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| Création d'entreprise | Arabie saoudite |
| Octroi de licences | Géorgie |
| Embauche des travailleurs | République tchèque |
| Transfert de propriété | Ghana |
| Obtention de prêts | Croatie |
| Protection des investisseurs | Géorgie |
| Paiement des taxes et impôts | Bulgarie |
| Commerce transfrontalier | Inde |
| Exécution des contrats | Tonga |
| Fermeture d'entreprise | Chine |

Source: Base de données *Doing Business*

Les avantages sont particulièrement importants pour les femmes. Les pays les mieux classés en matière de facilité de faire des affaires ont une plus grande proportion de femmes parmi les entrepreneurs et les employés (figure 1.7). Prenons l'exemple de l'Ouganda. Une réglementation complexe de la création d'entreprise engendrait davantage de contacts entre les entrepreneurs et les fonctionnaires - favorisant ainsi les pots-de-vin. Les femmes étaient considérées comme des cibles faciles: 43% des femmes entrepreneurs ont fait état de harcèlement de la part des fonctionnaires, contre 25% pour l'ensemble des entrepreneurs. Lorsque les réformateurs ont simplifié le processus de création des entreprises, les immatriculations de sociétés sont montées en flèche. L'augmentation du nombre de propriétaires d'entreprise (étant propriétaires pour la première fois) était supérieure de 33% pour les femmes par rapport aux hommes.

Dans certains pays, le caractère explicitement discriminatoire de certaines lois exacerbe les effets de réglementations complexes. Dans les Emirats arabes unis et au Yémen, il est interdit aux femmes de travailler la nuit. C'est désormais également le cas des femmes au Koweït, grâce à une nouvelle loi passée en juin 2007. Au Zimbabwe, les femmes mariées doivent obtenir la permission de leur mari avant de transférer des biens fonciers. En République démocratique du Congo, elles doivent avoir le consentement de leur mari pour créer une entreprise. Les femmes ne dirigent que 18% des petites entreprises dans ce pays. Dans le pays voisin, au Rwanda, qui ne dispose pas d'une telle réglementation, les femmes dirigent plus de 41% des petites entreprises.⁴

L'idée qui se cache derrière certaines de ces réglementations pourrait être de protéger les femmes. Mais elles ont un effet boomerang, enlevant du travail aux travailleurs motivés et des opportunités d'affaires aux entrepreneurs. Les femmes se retrouvent dans l'économie parallèle : elles ont trois fois plus de chances que les hommes d'être employées de manière informelle dans la plupart des pays en voie de développement. En occupant ces emplois, elles ne perçoivent aucune prestation sociale. Et si leur employeur leur inflige de mauvais traitements, elles n'ont que des recours légaux limités.

Certains pays prennent des mesures. Le Lesotho a passé une loi en novembre 2006 autorisant les femmes mariées à détenir et transférer des biens et à passer des actes juridiques sans la signature de leur mari. Avant cette réforme, les femmes étaient considérées comme mineures aux yeux de la loi.

Ce qui se mesure se fait

La publication de données comparatives sur la facilité de faire des affaires incite les gouvernements à réformer. Depuis son lancement en octobre 2003, le projet Doing Business a inspiré ou servi de base à 113 réformes dans le monde. En 2006, la Géorgie tentait de se classer parmi les 25 premiers de la liste et utilisait les indicateurs de Doing Business comme point de référence quant aux progrès réalisés. Elle se classe maintenant 18^{ème} en termes de facilité de faire des affaires, et le gouvernement a fixé un objectif encore plus ambitieux. L'Arabie saoudite et l'Île Maurice visent les dix premières places. Toutes deux ont réalisé des progrès considérables : l'Arabie saoudite se classe maintenant 23^{ème}, et l'Île Maurice 27^{ème}.

Le Mozambique réforme plusieurs aspects de son environnement d'affaires, avec comme objectif d'atteindre le haut du classement pour l'Afrique australe en matière de facilité de faire des affaires. Résultat : il a gagné 6 places dans le classement.

Les comparaisons entre des villes d'un même pays sont des éléments moteurs encore plus forts pour produire des réformes. Le temps nécessaire pour obtenir une licence d'exploitation en Inde va de 159 jours à Bhubaneswar à 522 jours à Ranchi. Le délai de transfert de propriété va de 35 jours à Hyderabad à 155 jours à Calcutta. Une ville indienne hypothétique, enregistrant les meilleures performances du pays pour chacun des indicateurs de Doing Business, se classerait 55 places plus haut que Mumbai en matière de facilité de faire des affaires. Le gouvernement indien passe à l'action. Cette année, l'Inde est le premier réformateur en matière de commerce transfrontalier (tableau 1.3).

Les réformes vont au-delà des solutions qui améliorent le classement Doing Business. Lorsque les Philippines ont émis un décret pour baisser les frais administratifs, celui-ci s'appliquait à tous types de licences et permis, non seulement à ceux mesurés dans Doing Business. Au Malawi et au Rwanda, les réformateurs utilisent les indicateurs pour encourager à procéder à des simplifications au sein de tous les organismes publics. Le Kenya réforme tous les permis d'exploitation.

Afin d'aider les réformateurs, le projet Doing Business a publié cette année un ouvrage contenant 11 études de cas de réformes fructueuses.⁵ Celles-ci portent sur l'ensemble du monde, du Salvador à la Serbie, et d'Égypte au Nigeria, et montrent ce qu'il faut pour réussir. En collaboration avec l'Agence des États-Unis